

Projets et propositions de loi «Besson», «Hortefeux», «Ciotti»...

Des paroles aux lois : 10 bonnes raisons de dire NON !

1 Non aux expulsions en raison de l'origine ethnique !

Les expulsions de Roms sont l'exemple inquiétant d'une discrimination ethnique.

2 Non aux Français de seconde zone !

En prévoyant la déchéance possible de nationalité pour les Français « de papier » et non ceux « de souche », ce projet de loi crée de fait deux catégories de Français traités différemment.

3 Non à la présomption de culpabilité !

Avec ce projet de loi, les enfants d'étrangers nés en France devront prouver leur innocence pour devenir français à 18 ans.

4 Non à la condamnation pénale du fait d'autrui !

Avec ce que propose la majorité parlementaire, les parents pourront être condamnés pénalement du fait des actes de leurs enfants. Si ce n'est toi, c'est donc ton fils... !

5 Non à la généralisation des peines plancher !

Avec ce projet de loi, des peines automatiques pourront être appliquées dès la première infraction.

6 Non aux campagnes électorales pour choisir les juges !

Avec ce que propose le ministre de l'Intérieur, des campagnes électorales permettront de choisir les juges d'application des peines et les présidents de tribunaux correctionnels.

7 Non à l'atteinte au droit d'asile !

En rendant désormais les zones d'attente des migrants indéfiniment extensibles, ce projet de loi compromet gravement le droit d'asile.

8 Non à la remise en cause du droit à la santé pour les migrants

En supprimant la possibilité de se faire soigner aux migrants sans papiers, ce projet de loi mettra en danger les étrangers malades et portera atteinte à la santé publique.

9 Non à la stigmatisation des pauvres et des Gens du voyage !

Expulsions des étrangers, répression de la mendicité, habitants des bidonvilles et des squats jetés à la rue, stigmatisation des gens du voyage, pénalisation des parents en difficulté...

10 Non à l'amalgame immigration-délinquance repris de l'extrême droite !

Après le 4 septembre, nous appelons :

➤ à combattre toutes les mesures qui portent atteinte aux **droits** et aux **libertés**,

➤ à participer aux actions locales et nationales **contre la xénophobie d'Etat**

et en particulier aux **rassemblements et manifestations du**

16 octobre contre le projet de loi Besson